

12.3 Bourse - Marchés financiers

Les émissions nettes de **titres de créance** et d'actions cotées des résidents français atteignent en 2016 un total de 93 milliards d'euros (Md€), en hausse de 67 Md€ par rapport à 2015. Cette progression est entièrement due aux titres de créance (86 Md€, après 16 Md€). Les émissions nettes de titres de créance à long terme s'établissent à 88 Md€, en augmentation de 2 Md€ par rapport à 2015, tandis que les titres à court terme font l'objet de remboursements nets pour 3 Md€. Par ailleurs, les émissions d'actions cotées diminuent à 7 Md€, après 10 Md€ en 2015.

Les émissions nettes de titres de créance des **sociétés non financières** croissent par rapport à 2015, atteignant 40 Md€ (après 24 Md€). Cet essor provient du compartiment de long terme (obligations) qui enregistre une hausse de 20 Md€. Dans le même temps, les émissions nettes des titres de créance à court terme (billets de trésorerie) se rapprochent de zéro, ce qui signifie que les émissions sont d'un niveau comparable aux remboursements.

Pour la première fois depuis 2011, les émissions nettes de titres de créance des **institutions financières** sont positives en 2016, à 1 Md€, contrastant avec les remboursements nets de 2015, s'élevant à 66 Md€. Les émissions nettes de titres de créance à court terme deviennent positives (17 Md€) alors que les remboursements nets sur le compartiment à long terme augmentent (-15 Md€ en 2016, après -9 Md€ en 2015).

Les **administrations publiques (APU)** diminuent leurs émissions nettes de titres de créance : 44 Md€ en 2016, après 56 Md€ en 2015. Les émissions à long terme passent de 75 Md€ à 64 Md€. Sur le segment de court terme, les administrations publiques procèdent à 20 Md€ de remboursements.

Soutenus par la reprise et les politiques monétaires accommodantes de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque du Japon, les indices boursiers des pays avancés continuent de progresser depuis début 2015 et retrouvent des niveaux comparables ou supérieurs à ceux d'avant-crise, à l'exception du CAC40 et des bourses du sud de l'Europe. Les indices boursiers des pays avancés ont vivement augmenté après la victoire de D. Trump en novembre 2016, les investisseurs financiers anticipant une accélération de l'activité aux États-Unis qui serait dopée par une politique budgétaire expansionniste. Début 2017, les différents indices (DAX, ICAC, Nikkei et Footsie 100) tendent néanmoins à se stabiliser, sauf aux États-Unis où le S&P continue d'augmenter. Sur les marchés émergents, les indices boursiers se reprennent aussi en 2016 après un fort décrochage à l'été 2015, retrouvant ainsi leur niveau de début 2015. Cette reprise boursière est soutenue par le timide redémarrage en cours d'année de l'activité dans les grandes économies émergentes, notamment en Chine, ainsi que par le rebond des prix des matières premières au second semestre, favorable aux économies russe et brésilienne, qui en sont exportatrices nettes. ■

Définitions

Institutions financières : établissements de crédit et autres intermédiaires financiers (principalement entreprises d'investissement, organismes de titrisation, sociétés de caution mutuelle). Les institutions financières correspondent à un périmètre plus restreint que celui des sociétés financières qui incluent les sociétés d'assurance, les OPC, les auxiliaires financiers et les institutions captives. Les institutions financières incluent les établissements de crédit et les autres intermédiaires financiers (secteurs institutionnels S.122 et S.125 des comptes nationaux).

Administrations publiques (APU), agents financiers résidents, capitalisation boursière, sociétés non financières (SNF), titre de créance : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « Rapport annuel 2016 », Autorité des marchés financiers, juin 2017.
- « Les comptes des administrations publiques en 2016 – Le déficit public poursuit lentement sa baisse », *Insee Première* n° 1651, mai 2017.
- « Note de conjoncture, mars 2017 – Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable », Insee, mars 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Émissions de titres des agents résidents

en milliards d'euros

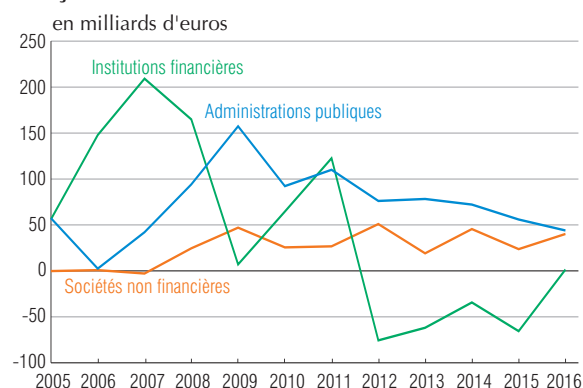
	2015 (r)	2016
Titres de créance (valeur nominale)	15,6	86,1
<i>dont : par les sociétés non financières</i>	23,7	40,2
court terme	3,6	0,5
long terme	20,0	39,7
<i>par les institutions financières¹</i>	-65,6	1,4
court terme	-57,0	16,9
long terme	-8,6	-15,5
<i>par les administrations publiques</i>	55,9	44,0
court terme	-18,8	-20,1
long terme	74,7	64,0
<i>dont obligations assimilables du Trésor</i>	126,8	129,0
Actions cotées - émissions contre apport en espèces	10,0	6,8
<i>dont : par les sociétés non financières</i>	9,5	5,1
<i>par les institutions financières¹</i>	0,5	1,6

1. Institutions financières monétaires et non monétaires (hors sociétés d'assurance mais y c. les parts émises par les fonds communs de créances), hors impact des opérations internes aux groupes bancaires.

Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2016.

Source : Banque de France.

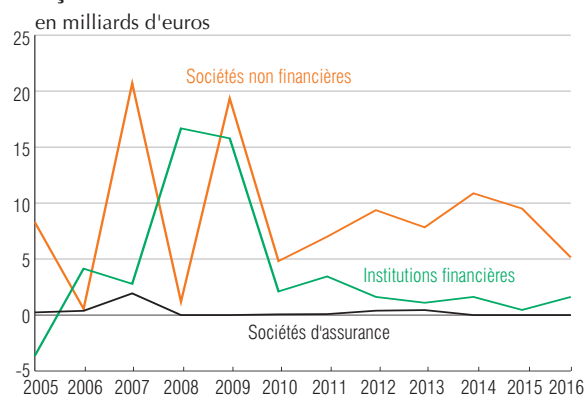
Émissions nettes de titres de créances des résidents français de 2005 à 2016



Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2016.

Source : Banque de France.

Émissions nettes d'actions cotées des résidents français de 2005 à 2016



Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2016.

Source : Banque de France.

Les 25 plus fortes capitalisations boursières en actions françaises ou assimilées d'Euronext Paris

	Capitalisation au 31 juillet 2017 en milliards d'euros	Évolution sur 7 mois ¹ en %
LVMH	107,8	17,2
Total	107,4	-9,2
Sanofi	101,8	2,5
L'Oréal	97,9	0,8
Schlumberger	83,6	-27,0
BNP Paribas	81,9	8,5
Axa	60,5	4,1
Airbus	54,7	12,6
Hermès Intl.	45,2	9,7
Vinci	44,9	16,3
Christian Dior	43,4	20,0
Danone	42,3	7,2
Crédit Agricole	42,3	26,1
Air Liquide	40,3	-2,0
Société Générale	40,1	6,1
Schneider Electric	39,6	1,2
Orange	37,8	-1,5
Kering	37,3	38,5
Safran	33,3	16,8
Engie	33,1	12,3
Nokia	31,5	18,3
Pernod Ricard	31,1	13,9
LafargeHolcim Ltd	30,8	1,7
Saint Gobain	26,3	6,9
Vivendi	25,3	8,8

1. Évolution du 1^{er} janvier au 31 juillet 2017.

Source : Euronext.

Capitalisation boursière des principales places financières dans le monde

en milliards de dollars

En fin d'année	2015 (r)	2016	16/15 en %
Amérique	27 969,0	30 989,9	10,8
<i>dont : Nyse Euronext (US)</i>	17 786,8	19 573,1	10,0
<i>Nasdaq OMX</i>	7 280,8	7 779,1	6,8
<i>TMX Group</i>	1 591,9	2 041,5	28,2
<i>BM&FBOVESPA</i>	490,5	774,1	57,8
Asie - Pacifique	23 215,4	23 053,8	-0,7
<i>dont : Japan Exchange Group - Tokyo</i>	4 894,9	5 061,5	3,4
<i>Shanghai SE</i>	4 549,3	4 104,0	-9,8
<i>Shenzhen SE</i>	3 638,7	3 216,7	-11,6
<i>Hong Kong Exchanges</i>	3 184,9	3 193,2	0,3
<i>BSE India</i>	1 516,2	1 561,3	3,0
<i>National Stock Exchange India</i>	1 485,1	1 534,3	3,3
<i>Australian SE</i>	1 187,1	1 316,8	10,9
<i>Korea Exchange</i>	1 231,2	1 282,2	4,1
Europe - Afrique - Moyen-Orient	15 921,2	15 955,4	0,2
<i>dont : London SE</i>	3 878,8	3 467,4	-10,6
<i>Euronext</i>	3 305,9	3 463,9	4,8
<i>Deutsche Börse</i>	1 715,8	1 718,0	0,1
<i>SIX Swiss Exchange</i>	1 519,3	1 414,7	-6,9
<i>Nasdaq OMX Nordic Exchange</i>	1 268,0	1 249,6	-1,5
<i>Johannesburg SE</i>	735,9	958,9	30,3
<i>BME Spanish Exchanges</i>	787,2	705,4	-10,4
<i>Moscow Exchange</i>	393,2	622,1	58,2
Ensemble des marchés mondiaux	67 105,6	69 999,0	4,3

Source : World Federation of Exchanges.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

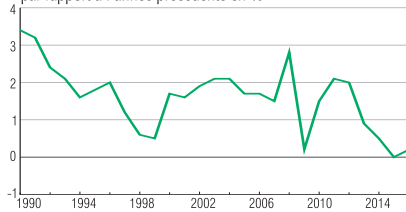
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales